



## Motion du 14<sup>e</sup> congrès

### Soutien à Sara Sélami militante iranienne

Pendant notre débat de congrès sur le respect des Droits humains, la démocratie syndicale, la lutte contre toute forme de violence, pour la fraternité et la solidarité internationale, les congressistes ont apporté leur soutien plein et entier à la camarade iranienne, Sara Sélami, qui a présenté le mouvement syndical et la situation socio-politique iranienne au 53<sup>e</sup> congrès de la CGT.

Pour rappel : au 52<sup>e</sup> congrès le représentant du syndicat indépendant du Transport de Téhéran, faisant partie de la délégation iranienne, une fois rentré en Iran a été emprisonné, puis libéré et de nouveau emprisonné et condamné à 6 ans de prison pour son activité syndicale.

Au 53<sup>e</sup> congrès, dans le cadre de la solidarité internationale, Sara Sélami est intervenue pour présenter la situation difficile de la société iranienne. Elle a été soigneusement choisie par « l'association Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran » qui collabore avec le collectif intersyndical français de soutien aux travailleurs et travailleuses en Iran, dont la CGT est membre.

Sara Sélami, réfugiée politique, opposante active au régime islamique et ancrée dans la lutte des classes a présenté la situation politique et sociale, les activités des syndicats indépendants, du mouvement « Femmes, Vie, Liberté » et de la répression féroce du régime contre les manifestant·es.

Mais une partie de son intervention au 53<sup>e</sup> congrès mettant en cause la FSM (Fédération Syndicale Mondiale) n'a pas plu à 5 organisations de la CGT qui en sont adhérentes (Fédérations Chimie et Commerce, UD 13, 82 et 94). Ces organisations ont envoyé un courrier au Secrétaire général de la FSM demandant des « éléments de réponse circonstanciés » pour répondre aux « calomnies » contre la FSM. Elles précisent même que ces calomnies « ne peuvent rester impunies ». Ce courrier minable, dénonçant la camarade iranienne dans un contexte politique et social iranien où les opposant·es au régime islamique sont traqué·es en Iran mais aussi à l'extérieur, ils et elles sont kidnapé·es et ramené·es en Iran pour exécution (comme le binational irano-suédois kidnappé en Turquie et exécuté par pendaison en Iran début mai 2023). Ce courrier met donc en danger la vie de notre camarade iranienne qui est intervenue au 53<sup>e</sup> congrès de la CGT.

- Nous apportons notre soutien plein et entier à notre camarade iranienne
- Nous condamnons le courrier de ces 5 organisations.
- Nous exigeons une explication sur cette démarche de dénonciation d'une militante et de sa mise en danger.

*Saint Pierre de Quiberon, 26 mai 2023*